Contre le gouvernement au service des capitalistes, rompre le dialogue social et préparer la grève générale

Il n'y aura pas de changement, ni de ligne ni de Premier ministre. (Hollande, 12 mars)

Le résultat de la politique du gouvernement, c'est d'une part le renforcement de l'UMP et de Sarkozy qui sortent gagnants des élections départementales avec 65 départements au lieu de 40 précédemment et d'autre part la marche en avant du FN. Aux élections départementales, la classe ouvrière et la jeunesse se sont mas-

sivement abstenues pour condamner sa politique entièrement vouée aux exigences de la bourgeoisie. Mais Hollande et Valls n'ont qu'un objectif, poursuivre, amplifier et accélérer leur politique

La loi Touraine : 3 milliards d'euros d'économies sur le dos des hôpitaux et des assurés sociaux.

La fusion du RSA activité et de la prime pour l'emploi : 1,5 million de bénéficiaires en moins.

La réforme annoncée du collège : diminution des heures d'enseignement dans certaines disciplines comme les langues vivantes.

Le projet de loi sur le renseignement : sous couvert de lutte contre le terrorisme, tous les moyens donnés à la police et aux services des renseignements pour s'attaquer

aux organisations ouvrières et à leurs militants.

De nouvelles aides aux patrons annoncées par Hollande le 3 avril, dans le cadre d'une nouvelle loi Macron en préparation : « les entreprises qui décideront d'accélérer leur projet, d'aller plus vite pour investir, se verront accorder un dispositif fiscal qui améliorera leur trésorerie et la rentabilité de l'opération »

Un nouveau contrat de travail pour s'attaquer au CDI. D'après *Le Parisien* du 4 avril, le gouvernement s'apprête à étendre le contrat de chantier, utilisé dans le BTP, dit également « contrat de mission », qui permet de licencier le salarié à la fin de la mission pour laquelle il a été recruté, au secteur des services.

Ni le Parti socialiste, qui soutient à bout de bras le gouvernement, frondeurs compris qui ne font que mine de s'opposer, ni le PCF et le PdG qui, sur la ligne du « partage des richesses » tentent de faire croire qu'un capitalisme français plus protégé à ses frontières serait un facteur de progrès, n'offrent une quelconque perspective à la classe ouvrière et la jeunesse.

Les organisations syndicales qui sont dirigées par le Front de gauche avec l'aide de LO et du NPA participent à toutes les discussions des plans du gouvernement et du patronat au nom du dialogue social. Elles sortent tout juste d'un bilan avec le ministre du travail pour évaluer l'accord de 2013 sur la « sécurisation » de l'emploi qui a abouti à augmenter le nombre de plans sociaux validés par les syndicats (60 %)! Elles doivent y retourner mi-mai pour

examiner « ensemble les correctifs législatifs ou réglementaires qu'il pourrait être nécessaire d'apporter » comme le disent Rebsamen et Macron!

Dans le même temps, les directions syndicales appellent à une énième journée d'action le 9 avril, soutenue par le PCF, le PdG, LO, le NPA et le POI, dont le patronat et le gouvernement n'ont aucune crainte à avoir car elle est organisée contre toute perspective de combat réel contre eux.

Malgré tous ces obstacles, les travailleurs de Radio France votent la grève en assemblée générale depuis 20 jours pour empêcher la suppression de plusieurs centaines d'emplois

par l'État. Pour Valls, « il faut que cette grève s'arrête » ; pour Sarkozy, « cette grève est un scandale ». Mais les grévistes tiennent bon. Pourquoi les directions syndicales n'appellent-elles pas immédiatement à la solidarité ouvrière avec les grévistes, en organisant la collecte financière sur les lieux de travail pour les soutenir ? La victoire des travailleurs de Radio-France contre les plans du gouvernement serait un formidable encouragement pour tous les salariés de ce pays. C'est la voie de la préparation de la grève générale pour arracher les revendications ouvrières, s'attaquer à l'État bourgeois, forger les organes de la lutte pour un autre gouvernement, un gouvernement ouvrier.

Abrogation de la loi Macron! Retrait des projets de loi d'espionnage généralisé et d'étranglement des hôpitaux publics! Fin des interventions militaires! Interdiction des licenciements! Échelle mobile des heures de travail! Expropriation des groupes capitalistes! États-Unis socialistes d'Europe!

7 avril 2015

